

Proposition présentée par les députés :

M^{mes} et MM. Delphine Klopfenstein Broggin, François Lefort, Emilie Flamand-Lew, Yves de Matteis, Boris Calame, Frédérique Perler, Sophie Forster Carbonnier, Sarah Klopmann, Mathias Buschbeck, Guillaume Käser, Marc Falquet, Jean Batou, Roger Deneys, Patrick Dimier, Esther Hartmann, Pierre Vanek, Olivier Baud, Christian Zaugg, Jean-Charles Rielle, Salima Moyard, Christian Frey, Cyril Mizrahi, Nicole Valiquer Grecuccio, Caroline Marti, Isabelle Brunier, Lydia Schneider Hausser

Date de dépôt : 1^{er} novembre 2017

Proposition de résolution

En finir avec l'utilisation du glyphosate en Suisse (*Résolution du Grand Conseil genevois à l'Assemblée fédérale exerçant le droit d'initiative cantonale*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;

Vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;

Vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985,

considérant :

- que des traces de glyphosate ont été trouvées dans 37,5% des cas testés en Romandie et dans quasi l'ensemble des 170 produits analysés par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire ;
- que le Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS (CIRC) a qualifié le glyphosate de « cancérigène probable » en mars 2015 ;
- que la consommation régulière de cet herbicide dans nos aliments nous expose à des effets cumulatifs et chroniques ;

- que le glyphosate pollue les cours d'eau, les sols, la flore et met en danger la faune ;
- que les études scientifiques attestant du risque faible du glyphosate sont probablement biaisées, un média ayant récemment révélé les manipulations de publications scientifiques auxquelles s'adonne la multinationale Monsanto ;
- que des groupes citoyens en Suisse ont déposé une pétition et lancé deux initiatives populaires visant entre autres l'interdiction du glyphosate ;
- que plusieurs gouvernements européens (France, Autriche, Italie notamment) s'opposent au renouvellement de la licence du glyphosate dans l'Union européenne ;
- que les alternatives à l'utilisation du glyphosate dans l'agriculture existent et qu'elles sont prometteuses ;
- que l'agriculture biologique, qui n'utilise pas de glyphosate, connaît un essor fulgurant ces dernières années ;
- que le canton de Genève a déjà appliqué le principe de précaution dans le domaine agricole, en interdisant à Genève la culture et la détention d'animaux de rentes OGM,

demande à l'Assemblée fédérale

d'interdire au plus vite la commercialisation et l'utilisation du Roundup ainsi que des produits semblables contenant du glyphosate sur tout le territoire suisse,

invite le Conseil d'Etat

à soutenir cette initiative cantonale.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Il vous arrive certainement, comme le reste de la population, de vous nourrir de temps en temps de penne rigate de la marque Barilla, de spaghettis n°12 de De Cecco, de biscottes Zwieback Classic de Roland ou de céréales complètes Multi Cheerios de Nestlé. Ces produits ont en commun qu'ils contiennent tous des traces de glyphosate.

L'émission « A bon entendeur » a analysé l'urine d'un échantillon de Romands et y a trouvé des résidus de glyphosate dans 37,5% des cas. L'Office fédéral de la sécurité alimentaire (OSAV) vient de tester 170 produits. Le résultat est sans appel : des traces de glyphosate sont trouvées dans presque toutes les catégories de denrées alimentaires. Ces résultats démontrent que nous ingurgitons très régulièrement du glyphosate¹.

Le glyphosate est l'un des herbicides les plus vendus en Suisse (300 tonnes en 2013²) et dans le monde. Cette popularité est liée à sa capacité de destruction totale : un simple épandage suffit à éliminer toutes les plantes visées. Il s'agit de l'ingrédient principal du « Roundup », le fameux désherbant commercialisé par la multinationale controversée Monsanto. Il se retrouve également dans une centaine d'autres produits sur le marché³.

Or, le glyphosate n'est pas un produit anodin. Le Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS (CIRC) l'a qualifié de « cancérogène probable » en mars 2015⁴. La consommation régulière de cet herbicide dans nos aliments nous expose à des effets cumulatifs et chroniques⁵. L'effet « cocktail » résultant de l'interaction de molécules provenant de différents produits chimiques est également un risque largement sous-estimé⁶. Outre

¹ <https://www.rts.ch/info/suisse/8682393-des-residus-de-glyphosate-trouves-dans-environ-un-tiers-des-aliments.html>

² <http://www.verts-vd.ch/lausanne/2016/05/stop-au-glyphosate-et-aux-pesticides-a-lausanne/>

³ <https://www.rts.ch/info/suisse/7720152-les-dessous-de-la-chasse-aux-pesticides.html#story-anchor-D%C3%A9finition+et+normes>

⁴ https://www.lecourrier.ch/153479/corruption_d_etat

⁵ <https://www.rts.ch/info/suisse/8682393-des-residus-de-glyphosate-trouves-dans-environ-un-tiers-des-aliments.html>

⁶ <https://www.rts.ch/info/suisse/7720152-les-dessous-de-la-chasse-aux-pesticides.html#story-anchor-D%C3%A9finition+et+normes>

L'enjeu de santé publique, c'est la pollution de nos rivières, de nos sols, de notre flore et l'empoisonnement de la faune que nous risquons. Dès lors, le principe de précaution devrait s'appliquer et le glyphosate devrait être retiré de la vente.

En Suisse, une interdiction du glyphosate n'est pourtant pas à l'ordre du jour. L'Office fédéral de l'agriculture l'a asséné début septembre en présentant un plan d'action pour réduire les pesticides dans l'agriculture⁷. Le Conseil national a également rejeté une motion des Verts invitant les autorités à faire la lumière sur la toxicité du glyphosate et à observer le principe de précaution en suspendant la vente de ce produit. Le conseiller fédéral Schneider-Ammann a affirmé que des mesures seraient prises lorsque de nouvelles études scientifiques démontreraient la nécessité d'agir, les études actuelles ne justifiant aucune intervention⁸.

Or, au début du mois d'octobre, le journal *Le Monde* révélait que la multinationale Monsanto manipulait les publications scientifiques de sorte que le glyphosate ne soit pas classé comme cancérigène. Pour ce faire, Monsanto aurait recours au « ghostwriting » (littéralement : écriture fantôme). Les employés de l'entreprise rédigeaient les études et ce sont des scientifiques « indépendants » qui les signaient, écartant ainsi de tout soupçon les études publiées⁹. La multinationale a bien d'autres flèches à son arc : liens d'intérêts occultés, campagnes de dénigrement, menaces juridiques, chantages aux subventions, pressions sur les éditeurs scientifiques¹⁰. Dans un tel contexte de désinformation, les rapports scientifiques ne peuvent être une source fiable et le principe de précaution devrait impérativement s'appliquer.

Une part grandissante de l'opinion publique prend conscience des risques encourus et attend du législateur qu'il prenne des mesures. En Suisse, deux initiatives populaires ont récemment été lancées et concernent le glyphosate. La première, intitulée « pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique » demande que l'agriculteur qui recourt aux pesticides ou aux antibiotiques ne touche plus de paiements directs. La seconde demande l'interdiction des pesticides de synthèse dans l'agriculture

⁷ <https://www.tdg.ch/monde/glyphosate-interdit-france-reste-autorise-ici/story/29032636>

⁸ <https://www.tdg.ch/monde/glyphosate-interdit-france-reste-autorise-ici/story/29032636>

⁹ <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/8977842-monsanto-accuse-de-manipuler-les-etudes-scientifiques-sur-le-glyphosate.html>

¹⁰ https://www.lecourrier.ch/153479/corruption_d_etat

et l'entretien du paysage. Elle veut aussi bannir de Suisse les aliments produits à l'aide de pesticides¹¹. Une pétition munie de plus de 25 000 signatures a été rejetée par le Conseil national l'année dernière. Signée par plusieurs associations dont Greenpeace et la Fédération romande des consommateurs, elle visait à interdire tous les herbicides à base de glyphosate en Suisse¹².

Outre ces mouvements citoyens, la branche commerciale agit aussi : sans attendre de mot d'ordre des autorités, plusieurs enseignes (Migros, Coop, Jumbo et Obi) ont pris l'initiative de retirer le glyphosate de leurs rayons¹³.

Dans plusieurs communes genevoises, des résolutions demandent l'interdiction du glyphosate. A Onex, c'est l'unanimité du Conseil municipal qui soutient la démarche et à Plan-les-Ouates, notamment, le texte passe haut la main.

Chez nos voisins européens, une initiative citoyenne européenne (ICE) a également été lancée. Elle demande à la Commission européenne de proposer aux Etats membres l'interdiction du glyphosate. Une telle initiative doit rassembler un million de signatures dans sept pays de l'UE en une année pour être prise en compte. Le 3 juillet dernier, l'initiative a été déposée avec plus de 1,3 million de signatures¹⁴.

Certains gouvernements rejoignent aussi les voix critiques issues de la société civile. Nicolas Hulot, ministre français de la Transition écologique affirmait récemment « en savoir assez pour dire qu'il faut sortir du glyphosate » et que l'interdiction de l'herbicide serait actée avant la fin du quinquennat. L'utilisation du glyphosate par les collectivités dans les espaces publics est d'ores et déjà proscrite depuis le 1^{er} janvier 2017 en France et son utilisation par les particuliers sera interdite à partir de 2019¹⁵.

Fin octobre, les 28 Etats membres de l'UE n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le renouvellement de la licence du glyphosate dans l'Union européenne, reportant le vote. La France mais aussi l'Autriche et l'Italie ont publiquement annoncé leur opposition¹⁶.

¹¹ <https://www.24heures.ch/suisse/plan-action-reduire-pesticides/story/10451069>

¹² <https://www.greenpeace.ch/fr/2016/02/04/petition-interdire-glyphosate/>

¹³ <https://www.rts.ch/info/suisse/7720152-les-dessous-de-la-chasse-aux-pesticides.html#story-anchor-D%C3%A9finition+et+normes>

¹⁴ <https://stopglyphosate.org/fr/>

¹⁵ <https://www.tdg.ch/monde/glyphosate-interdit-france-reste-autorise-ici/story/29032636>

¹⁶ <http://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/pesticides-l-ue-votera-sur-la-licence-du-glyphosate-le-25-octobre-707888>

Ces doutes et ces oppositions sont d'autant plus légitimes que les alternatives existent. Un groupe suisse a développé le désherbage électrique dans l'agriculture. Cette technique est utilisée depuis plusieurs années au Brésil et l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), associé au développement de la technologie, l'a testée aux mois d'août et septembre en Suisse¹⁷.

Par ailleurs, l'agriculture biologique suisse n'utilise pas du tout de glyphosate et elle est en plein essor. Quelque 140 000 hectares sont cultivés en bio en Suisse par plus de 6000 agriculteurs/trices, ce qui correspond à une proportion de 13,4% de l'ensemble de la surface agricole. Le nombre de fermes converties à l'agriculture biologique a doublé en 2016 en Suisse romande¹⁸. Près de 400 exploitations suisses se sont annoncées l'année dernière pour obtenir le label « Bourgeon » au 1^{er} janvier, dont 112 exploitations situées en Suisse romande. Une telle demande n'était plus apparue depuis les années 1990¹⁹.

Le canton de Genève a déjà appliqué le principe de précaution dans le domaine agricole, en inscrivant en 2016 dans la loi sur la promotion de l'agriculture l'interdiction de la culture de plantes génétiquement modifiées et la détention d'animaux de rentes génétiquement modifiés²⁰. Interdire de vente et d'usage le glyphosate en Suisse s'inscrit dans cette volonté genevoise d'appliquer le principe de précaution lorsque les risques encourus sont trop élevés.

Vu les risques sanitaires et environnementaux que nous encourons avec le glyphosate, la volonté citoyenne de s'en libérer et les alternatives existantes, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les député-e-s, à soutenir ce projet de résolution et à appeler l'Assemblée fédérale à renoncer au glyphosate en Suisse.

¹⁷ <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/8788160-un-systeme-de-desherbage-electrique-suisse-pour-remplacer-le-glyphosate.html>

¹⁸ https://www.swissinfo.ch/fre/printemps_les-paysans-de-suisse-romande-virent-bio/43087068

¹⁹ <http://www.24heures.ch/suisse/bio-toujours-prise-suisse-romande/story/20496996>

²⁰ <http://ge.ch/grandconseil/data/loisvotee/L11665.pdf>